

## **“La paysannerie russe dans la révolution et la post-révolution”**

Sixième partie

D'après l'édition n°24 de la revue Spartacus

Mai-juin 1968

# **LA COLLECTIVISATION FORCÉE...**

La nouvelle politique a duré de 1921 jusqu'en 1928-1929. Elle mit fin à la famine et donna un essor important à la campagne. En 1928, la surface ensemencée et la production globale de l'agriculture dépassèrent celles de 1913. Cependant la production de céréales était encore inférieure à celle d'avant-guerre, tandis que la population du pays était sur le point de rattraper le niveau d'avant-guerre. En outre, la révolution agraire diminua de moitié la partie marchande de la production des céréales, car avant-guerre, c'étaient les exploitations domaniales et celles des paysans riches qui produisaient des céréales destinées à être vendues ou exportées. Or ces exploitations n'existaient plus, et les paysans qui avaient reçu la terre partagée entendaient consommer plus qu'ils ne le faisaient avant la révolution, alors que les céréales leur manquaient le plus souvent à partir du printemps. En plus, le décalage entre les prix agricoles et ceux des produits manufacturés s'accrut. Ce phénomène était qualifié par Trotsky de «ciseaux». Le parti et le pays y étaient vivement intéressés. Les paysans trouvaient que pour acheter une paire de bottes, par exemple, ils devaient porter en ville beaucoup trop de céréales.

Les bolchéviks qui avaient décrété le partage des terres malgré leur volonté et leurs convictions, cherchaient maintenant un prétexte pour les reprendre. Le fait que les arrivages de vivres aient fortement diminué vers la fin de 1927, et le ravitaillement des villes devenant difficile, fournit ce prétexte. Ainsi le mot d'ordre de collectivisation fut lancé au 15ème congrès du parti en décembre 1927.

Dès le mois de mai 1928, Staline souligna que: *«la cause de difficultés d'approvisionnement en céréales s'explique par le fait que l'accroissement de la production en blé marchand s'opère chez nous plus lentement que le développement de la consommation. Cela s'explique avant tout et surtout par les changements survenus dans la structure de notre agriculture après la révolution d'Octobre et par le passage de l'entreprise domaniale et de celles des «koulaks» qui fournissait la plus grande partie du blé marchand, à la petite et moyenne entreprise paysanne qui en donnait le moins»*. De là, Staline déduisait que «pour en sortir, il faut passer de l'entreprise paysanne individuelle à l'entreprise agricole collective (Staline, «*Sur le front du blé*», Pravda 2 juin 1928).

Pour la récolte de 1928, le gouvernement prit des mesures extraordinaires: il appliqua l'article 107 du Code d'Instruction Criminelle (1) aux cultivateurs aisés qui ne livraient pas leur blé, il réquisitionna des céréales avec remise de 25% aux paysans pauvres, tout comme cela se faisait pendant la guerre civile.

Ainsi nous lisons dans la revue «*Statistitcheskoïé Obozrenié*» du mois de mai 1930, p.32, que *«la collecte du blé fut effectuée en partie en 1927-28 par des moyens de contrainte»*. D'autre part, dans certains endroits, furent introduites des cartes de rationnement, dans d'autres, comme dans le Caucase du Nord, on mobilisa des paysans pauvres.

Le 26 juin 1929 parut un décret qui modifiait l'article 61 du Code Pénal et dans sa nouvelle rédaction cet article prévoyait, pour refus de s'acquitter d'une redevance ou d'exécuter une tâche publique, une amende pouvant aller jusqu'au quintuple du montant de la redevance; en cas de récidive le délinquant était passible d'une peine de travaux forcés pouvant atteindre un an. En même temps fut promulgué un autre décret que nous citons entièrement:

*«Faisant droit aux innombrables demandes émanant des masses de paysans pauvres et moyens*

(1) Selon l'article 107 du Code d'Instruction criminelle de la R.S.F.S.R., toute hausse frauduleuse due à l'accaparement, la dissimulation ou la rétention des marchandises est punie d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à une année avec ou sans confiscation de tout ou d'une partie des biens du délinquant.

*habitant les régions productrices de blé, et en vue de brider les spéculateurs koulaks, le Comité Central exécutif panrusse et le Conseil des commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. décrètent:*

*1- Dans les cas où l'Assemblée générale de tous les citoyens d'un même village a pris la décision, engageant toute l'agglomération, d'exécuter un plan de collecte de blé, et lorsque les charges Incombant aux différentes entreprises agricoles ont été réparties, les soviets ruraux sont autorisés à infliger par voie administrative aux cultivateurs qui ne se soumettent pas aux décisions prises ou qui refusent de livrer la quantité de blé fixée, des amendes pouvant aller jusqu'au quintuple du montant de la livraison non effectuée et à procéder, au besoin, à la vente aux enchères des biens du délinquant.*

*2- Dans le cas où un groupe d'entreprises agricoles s'opposera à l'exécution du plan de la collecte, refusant de livrer le blé qui leur est demandé, les soviets ruraux sont autorisés à tenter des poursuites contre les délinquants en vertu du troisième paragraphe de l'article 61 du Code Pénal de la R.S.F.S.R.*

*3- Sur le montant des amendes infligées en vertu de ce décret, de même sur les sommes recueillies lors de la vente des biens aux enchères, une retenue obligatoire de 25% sera opérée et versée aux fonds de coopération et de collectivisation des paysans pauvres de ladite localité».*

Pour augmenter les livraisons, le gouvernement décida aussi d'accroître les fermes d'Etat. En avril 1928 le *Politburo*, et en juillet le *Comité Central*, décidèrent d'organiser dans un délai de quatre à cinq ans dans la R.S.F.S.R. et en Ukraine de grandes fermes d'Etat pour la culture du blé en vue d'obtenir une production annuelle de blé marchand de 1,64 millions de tonnes. Selon les chiffres de 1937, les fermes possédaient 51,1 millions d'hectares.

## **MESURES ÉCONOMIQUES ET BUTS POLITIQUES**

Il faut encore ajouter qu'en dehors du but économique, le gouvernement poursuivait aussi un but politique. En effet, durant la N.E.P., la paysannerie avait fortement consolidé sa position économique et, en général, amélioré son standing. Elle commença à se soucier d'améliorer sa situation politique, ne voulant pas rester dans une position de second ordre. Par contre, les bolchéviks, pour qui la paysannerie restait toujours une classe destinée à disparaître dans le futur, craignaient ce réveil politique des paysans, à peine ébauché. Rappelons que durant ces quelques années, les plus capables des enfants des paysans s'étaient dirigés vers les villes pour y accéder à l'instruction. Cette jeunesse paysanne a donné des représentants remarquables à la science et à la littérature. Quelques-uns parmi eux essayent encore parfois actuellement d'ouvrir la bouche pour défendre ce qui reste de la paysannerie du pays. (Voir art. de «*Litératournaïa Gazeta*» du 1er nov. 1967 au sujet du récit d'Alexandre Yachine «*Un mariage au village Vologdien*»).

Nous avons déjà dit que le mot d'ordre de collectivisation fut lancé au XVème congrès (décembre 1927) lorsque apparurent les premiers symptômes de la crise alimentaire. Le Congrès décida que: «*Tout en soulignant que cette transformation ne peut être accomplie qu'avec l'assentiment des travailleurs ruraux, le parti reconnaît l'urgence d'une vaste propagande pour démontrer aux masses paysannes la nécessité et l'avantage qu'il y a pour elles de passer progressivement à la grande exploitation collective*».

Les grandes lignes politiques et sociales de la collectivisation massive furent arrêtées à l'assemblée plénière du Comité Central qui se tint le 17 novembre 1929. L'assemblée décida que «*le parti devait par une action opiniâtre et systématique grouper les journaliers agricoles et les paysans pauvres dans les termes collectives... Accroître par tous les moyens la participation et l'influence dirigeante des éléments prolétaires des villes et des éléments prolétariens et semi-prolétariens des campagnes dans le mouvement de collectivisation, est la tâche principale des organisations du parti*». Le Comité Central estimait qu'il fallait envoyer dans les campagnes 25.000 ouvriers au moins, ayant une expérience suffisante dans le domaine de la politique et de l'organisation. «*Les syndicats devaient prendre une part active dans le choix de ces ouvriers en désignant les éléments les plus actifs*», disait la résolution.

Le 27 décembre 1929, Staline déclara à la Conférence des agrariens marxistes que le gouvernement était passé de la politique limitant l'activité des koulaks à une politique de liquidation complète de ceux-ci en tant que classe (compte rendu de travaux de la première conférence pansoviétique des agrariens marxistes, T.I. Moscou, p.446).

Le 5 janvier 1930, le parti prit une décision dans ce sens. Le 10 février 1930, le gouvernement autorisa les autorités exécutives des districts et des régions à appliquer «*toutes les mesures qu'ils jugeront utiles pour combattre les koulaks jusques et y compris la confiscation totale de leurs biens et l'expulsion de ces éléments de certains districts et régions; les biens confisqués devaient être transmis aux fonds inaliénables des fermes collectives pour couvrir les droits d'affiliation des paysans pauvres et des journaliers agricoles aux kolkhozes*».

## DE LA COLLECTIVISATION À LA FAMINE:

Trente-cinq années plus tard, nous lisons dans la «*Literatournaïa Gazeta*» du 22 mai 1965 dans un article d'un nommé Litvinov que le «*vingtième congrès du parti nous a ouvert les yeux sur beaucoup de malheurs des années passées, y compris nos fautes, nos dénaturations qui ont accompagné la collectivisation - cette transformation gigantesque de toute la structure séculaire de la Russie paysanne. Concernant cette période, dit l'auteur, on écrira (et on écrit déjà) des livres nouveaux, en décrivant de nouveaux détails et avec eux de nouvelles cicatrices - traces des anciennes blessures*».

Pour mieux comprendre ce que fut la collectivisation en Russie, examinons tout d'abord ce qu'est un «*koulak*».

Dans la Russie qui venait de se libérer du servage, on désignait comme koulaks des paysans qui s'enrichissaient en exploitant les pauvres et les malheureux qui n'avaient pas d'argent pour payer les redevances pour la terre reçue après la libération.

En Russie Soviétique, il n'y avait pas de définition juridique du koulak. Or c'est la grande masse des paysans qui produisaient du blé destiné à la vente et l'alimentation des citadins qui fut portée sur la liste des koulaks. Les résultats prévisibles de ces mesures furent tragiques.

Dans la revue «*Na agrarnome frontié*» (*Sur le Front agraire*) nous trouvons exposés les procédés employés en 1929-1930 pour «*dékoulakiser*» les paysans:

1- Confiscation des moyens de production appartenant aux entreprises agricoles reconnues comme étant des entreprises «*koulaks*».

2- Confiscation de tous les avoirs liquides de ces entreprises.

3- Confiscation des maisons d'habitation et dépendances des entreprises «*koulaks*» y compris le mobilier et les réserves de vivres.

4- A l'égard de certains koulaks, des mesures de bannissement sont à appliquer: expulsion du village, expulsion hors du «*rayon*» (2) et transfert des expulsés dans le Nord, la Sibérie et l'Extrême-Orient. Des mesures d'expulsion peuvent aussi ne frapper que les chefs de famille, voire les familles seules sans le chef, lorsque ce dernier a été arrêté pour des actes contre-révolutionnaires («*Na agrarnome frontié*», mai 1930, p.86).

La collectivisation des principales régions productrices de céréales, comme la basse Volga et le Caucase du Nord devait être achevée en automne 1930 ou au printemps 1931. Dans les autres régions, il fallait qu'elle fût terminée en automne 1931 ou au printemps 1932. Dès juin 1929, le gouvernement attirait l'attention sur l'importance particulière de l'organisation des grandes fermes collectives. En même temps, les fermes collectives furent mises dans l'obligation de livrer à l'Etat et à la taxe la partie marchande de leurs excédents. Les données ci-dessous montrent le rythme de la collectivisation:

- 1928	1er juillet	1,7% d'entreprises collectivisées,
- 1929	1er juillet	3,9% d'entreprises collectivisées,
- 1929	1er octobre	4,1% d'entreprises collectivisées,
- 1930	20 janvier	21,0% d'entreprises collectivisées,
- 1930	10 mars	58,0% d'entreprises collectivisées.

Les paysans collectivisés par force ne voulurent pas donner leur bétail pour les étables kolkhoziennes et commencèrent à abattre ce bétail, ce qui eut des conséquences catastrophiques pour le cheptel. Si

(2) *Rayon*: subdivision administrative équivalent à peu près à l'ancien district.

en 1929 les paysans possédaient 34 millions de chevaux, en 1933 ils n'en avaient plus que 16,6 millions. Même résultat pour les vaches, de 68,1 millions en 1929, leur nombre tomba à 38,6 millions.

Ces conséquences de la collectivisation forcée obligèrent provisoirement le gouvernement à réviser et à préciser ses directives. Le 15 mars 1930, le Comité Central reconnut que *«le principe de l'adhésion volontaire au kolkhoze a été enfreint. Dans beaucoup de «rayons» l'adhésion volontaire est remplacée par la contrainte et la menace d'être frappé par des mesures de «dékoulakisation», voire d'être privé de droits civiques, etc... Le résultat est que parmi les dékoulakisés on trouve parfois des paysans moyens et même des paysans pauvres»*. Le même document nous dit que *«Parallèlement dans un certain nombre de «rayons» la préparation de la collectivisation et l'exposé patient de la politique du Parti aux paysans pauvres aussi bien qu'aux paysans moyens sont remplacés par des mesures bureaucratiques décrétées d'en haut»* et *«en même temps que ces déformations de la politique du Parti, on observe dans certaines régions des cas inadmissibles et nuisibles de collectivisation forcée de logements d'habitation, de petit bétail, de la volaille, de vaches appartenant aux kolkhoziens, ainsi que la fermeture en maints endroits, des marchés publics, fermeture qui a entraîné une aggravation du ravitaillement des villes»*.

Dès que cette décision fut connue, on enregistra temporairement une rapide diminution du nombre des fermes collectives créées par force. Ainsi en mars 1930, il y avait 58% d'entreprises collectivisées, en avril 1930: 37%, en mai 1930: 28%, en septembre 1930: 21%.

Comment évoluèrent ultérieurement les entreprises individuelles? Au moment de la formation des fermes collectives, les terres situées près des agglomérations rurales furent incluses dans les domaines kolkhoziens; les cultivateurs individuels reçurent des terres à l'extrémité des domaines et de celles de mauvaise qualité. En plus, leurs droits économiques étaient plus limités que ceux des kolkhoziens. Ainsi dans l'organe de l'*Institut agraire de l'Académie communiste*, on trouve un article de Kirov où est exposée la conception officielle sur les droits du cultivateur individuel (*«Na agrarnome frontié»*, décembre 1934, p.II): *«Et maintenant que nous sommes engagés dans la collectivisation, nous devons la réaliser à 100%, et ne pas faire traîner les choses. Pour venir à bout de cette tâche, il est de la plus haute importance que les kolkhoziens soient avantagés par rapport aux cultivateurs individuels afin que ces derniers voient dans les kolkhozes l'unique moyen de s'assurer une existence meilleure. Il faut organiser la vie du kolkhoze de telle façon que l'on puisse, d'emblée, distinguer un kolkhozien d'un non kolkhozien et que chaque kolkhozien ait à tout moment le sentiment de sa supériorité sur le cultivateur individuel»*.

Vers 1938, la collectivisation forcée avait abouti à la liquidation presque complète des entreprises individuelles. Si en 1928, il y eut 1,7% d'entreprises collectivisées, en 1938, il y en avait 93,6%. Une grande partie des paysans périrent. Une autre partie, ruinée et chassée de la campagne par la politique de collectivisation a grossi les rangs du prolétariat industriel (3).

A partir de 1929, le problème de la collecte des céréales est au centre des préoccupations du gouvernement. Au XVIIIème congrès du parti, Staline constatait que l'accroissement considérable de la part marchande est la *«principale caractéristique de la production dans les fermes collectives»* (Staline, *Rapport sur l'activité du Comité Central au XVIIIème congrès du parti*, 1939).

Le prix auquel se faisait la collecte était extrêmement bas, le seigle était collecté au prix de 6,4 kopecs et se vendait dans le commerce jusqu'à 250 kopecs le kilo.

Les livraisons à l'Etat absorbèrent tous les excédents ainsi que les céréales destinées à la consommation des paysans, au fourrage pour le bétail, et ont amené en 1932 une véritable famine qui sévissait encore en 1933.

Or, ce n'est que plus tard que Khrouchtchev l'a reconnu ajoutant qu'à cette époque personne ne songea à acheter du blé à l'étranger pour venir en aide aux affamés. Il disait vrai. Non seulement on n'envoyait pas de blé aux paysans, mais il était interdit de parler de cette situation et la presse de l'époque n'en contient pas la moindre trace (4).

**Ida METT.**

(3) La collectivisation forcée a coûté des millions de vies humaines. Ce chiffre, évalué par des sources différentes, se situe entre 5 à 20 millions, vraisemblablement aux environs de 12 à 15 millions, c'est-à-dire à peu près autant que coûta à l'U.R.S.S. la seconde guerre mondiale.

(4) Notons que jusqu'à nos jours l'U.R.S.S., malgré ses immenses territoires, n'arrivant pas à subvenir à ses propres besoins en céréales et en vivres à cause de l'organisation bureaucratique, autoritaire et arbitraire de la vie paysanne, non seulement ne participe pas à la lutte contre la famine dans le monde, mais achète des céréales à l'extérieur, diminuant ainsi les réserves mondiales disponibles.